

Georges Pompidou et sa vision de l'Europe par Bernard Lefort (RTL, 6 avril 1972)

Source: RTL, Paris, 22, rue Bayard.

G. Pompidou: sa notion de l'Europe / Bernard Lefort.- Paris: RTL [Prod.], 6 avril 1972. RTL, Paris. - SON (02:25, Montage, Son original).

Copyright: (c) Archives RTL

URL: http://www.cvce.eu/obj/georges_pompidou_et_sa_vision_de_l_europe_par_bernard_lefort_rtl_6_avril_1972-fr-577ebd78-9ee9-4774-a418-aea07fddb3c7.html

Date de dernière mise à jour: 04/09/2012

Georges Pompidou et sa vision de l'Europe par Bernard Lefort (RTL, 6 avril 1972)

[Bernard Lefort] Charles de Gaulle a été l'homme de son époque. Nul ne peut nier, même ses adversaires les plus acharnés, qu'il l'a profondément marquée de son empreinte. Dans la guerre, la Résistance, l'affirmation de l'indépendance nationale, la décolonisation, il a joué un rôle prestigieux dans un style qui n'appartenait qu'à lui. Son successeur n'a jamais songé à l'imiter, il l'a dit à maintes reprises en privé et même en public pendant sa campagne présidentielle. Il était conscient à la fois de la vanité d'une telle tentative et de l'évolution rapide qui se produit dans le monde. Mais Georges Pompidou n'en a pas pourtant autant renoncé à toute ambition pour son pays et pour lui-même, c'est ce qui apparaît le plus clairement dans le message qu'il a adressé hier au Parlement. Sans doute, en conviant les Français à participer à la construction d'une Europe dans laquelle les nations conserveraient leur personnalité, il demeure dans la voie tracée par De Gaulle, mais en leur demandant d'approuver l'Union économique et monétaire, la coopération politique et une organisation institutionnelle, il va beaucoup plus loin que son prédécesseur. Il propose, en fait, la création d'une grande confédération européenne. Si le mot n'a pas été prononcé, il le sera sûrement au cours de la campagne. Georges Pompidou définit clairement l'objectif qu'il s'est assigné : une Europe forte de près de trois cent millions d'habitants, capable de résister et résolue à ne pas se soumettre. En parlant ainsi, le président de la République ne s'adressait pas seulement aux députés et aux sénateurs de son pays, il se tournait vers ses partenaires pour que ceux-ci sachent quelle conception de l'Europe il désirait voir triompher. Un tel langage ne trompe pas. Si le référendum du 23 avril est naturellement appelé à avoir des implications sur la politique intérieure française, le président de la République, pour sa part, entend que la signification essentielle de la consultation reste la construction européenne parce qu'il veut que la France y prenne une part particulière, parce qu'il souhaite plus tard apparaître comme l'homme d'État qui aura réalisé un rêve nourri pendant des siècles : l'union de peuples appartenant à une même civilisation. Qu'on lui donne tort ou raison, on doit du moins reconnaître la sincérité de ses intentions et admettre qu'il a désormais choisi le style qu'il juge adapté à son époque.